

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50F

MERCREDI 12 JANVIER 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX:

EDITORIAL

ATTENTAT À MOSCOU : ACTE DÉSESPÉRÉ OU PROVOCATION POLICIÈRE ?

Attentat dans le métro de Moscou! Plusieurs morts et plus d'une centaine de personnes seraient blessées aux dires des autorités soviétiques.

La nouvelle a été semble-t-il rapidement transmise aux journalistes étrangers en poste à Moscou. Une fois n'est pas coutume. Et cela provoque déjà bien des étonnements. Étonnements qu'un tel événement, plus courant dans les pays capitalistes, ait pu avoir lieu en plein Moscou. Car il paraît difficile que dans le climat de surveillance et de contrôle permanent qui règne en URSS, des terroristes aient pu se procurer des explosifs - du plastique disent les autorités de Moscou - pour organiser un attentat de ce genre.

Il est évidemment difficile de savoir exactement ce qui s'est passé. Et il est certain qu'on ne connaîtra pas de sitôt tous les détails de cette affaire.

Mais journalistes et observateurs n'ont pas manqué de faire le rapprochement entre cet attentat et l'existence en URSS d'une certaine opposition au régime. Opposition qui à l'année dernière (76) fait parler d'elle plus que de coutume et qui a même réussi à ce qu'une pression internationale permette à certains d'entre eux de sortir de détention, à condition de quitter l'URSS. Désormais l'opinion publique est attirée sur les atteintes aux libertés en URSS et sur le sort des opposants.

Jusqu'ici il ne semble pas qu'aucune branche de cette opposition ait utilisé le terrorisme pour exprimer son hostilité au régime, ou pour faire connaître sa situation. Il serait pour le moins étonnant que ces opposants aient brusquement décidé de passer à cette forme de lutte.

Par contre il n'est pas impossible que des jeunes désespérés par le climat policier et le manque de liberté qui règne en URSS aient eu ce geste désespéré et condamnable.

Mais il y a une autre hypothèse qu'il faut sérieusement envisager. Celle de la provocation policière. Le fait fut suffisamment fréquent dans l'histoire de l'U.R.S.S. stalinienne pour qu'on ne l'écarte pas. Devant l'amélioration des positions de l'opposition intellectuelle

(suite page 2)

BASSE-TERRE

Manifestation pour l'indemnisation des victimes de l'évacuation.

Une manifestation s'est déroulée dans les rues de Basse-Terre le lundi 10, alors que le ministre des anciens combattants, BORD, était dans la ville et déposait une gerbe au monument aux morts. La population avait déserté cette cérémonie et rejoint ceux qui voulaient faire entendre qu'ils n'acceptaient pas d'être des victimes consentantes de l'opération-évacuation organisée il y a cinq mois par le gouvernement.

Les commerçants de Basse-Terre avaient fermé leurs portes en signe de protestation contre l'indifférence dont fait preuve le gouvernement face au problème de l'indemnisation.

Cette manifestation était surtout animée et dirigée par les commerçants, les planteurs et les professions libérales

de la ville.

Nous pensons que, dans cette affaire, les travailleurs qui ont eux aussi leurs propres revendications à présenter doivent s'organiser indépendamment des autres catégories. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne doivent pas s'allier avec tous ceux qui luttent pour une réparation des dommages subis du fait de la politique du gouvernement dans l'affaire de la Soufrière. Mais il est indispensable qu'ils se donnent leur propre organisation à la fois parce qu'ils ont des revendications particulières mais aussi parce qu'ils pourront donner plus de dynamisme à cette lutte qui pour l'instant se déroule sans grand vigueur.

MARTINIQUE

EAUX DU SUD: UN PREMIER SUCCÈS MAIS LA GRÈVE CONTINUE

De nouveau les ouvriers en grève des Eaux du Sud ont reçu une lettre de Gratiant, président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud, qui tout en leur proposant une réunion avec Olivier, P.D.G. de la S.M.E. (Société Martiniquaise des Eaux) le 11 et le 12, reprenait point par point différentes revendications que le personnel avait formulées lors de la réunion du 8 janvier, dont : la formation professionnelle et le bénéfice de la mutuelle. Bien d'autres points encore furent abordés de façon positive. Mais si les grévistes ont obtenu satisfaction sur ces points, l'essentiel manquait encore : la procédure qui devra garantir un emploi aux 93 travailleurs.

Et c'est bien pour cela que les travailleurs ont rédigé eux-mêmes un protocole garantissant l'emploi ainsi que les avantages acquis au S.I.E.S.

En attendant que réponse soit faite à leur demande, la lutte continue et le moral est bon.

GREVE A LA S.C.E.F.A.
VOIR NOTRE ARTICLE EN PAGE 2

MARTINIQUE

LE PRÉFET À LA T.V. : UN MÉ- PRIS COMPLET POUR LES TRAVAILLEURS

Le samedi 8, Noirot-Cosson, préfet de la Martinique a été interviewé pendant plus d'une heure par F.R.3 Martinique.

Après avoir esquivé toutes les questions gênantes, Noirot-Cosson a osé affirmer que l'avenir de la Martinique était rose, puisque les investisseurs, effrayés par les événements d'avril-mai 76 étaient revenus attirés par le climat de paix sociale qui régnait.

Au moment où il parlait, les entreprises suivantes étaient en grève : garages, Eaux du Sud, hôpital du Marin, hôtel Frantel. Par ailleurs, étaient en pleine mobilisation : le Bâtiment, l'Institut Pasteur, les Docks, les enseignants.

Voilà donc comment le représentant du colonialisme traite les travailleurs de ce pays. Ils ne comptent pour rien pour ce monsieur : encore une manière de faire comprendre aux travailleurs que la seule façon pour eux de se faire entendre, c'est de descendre dans la rue pour crier leur mécontentement.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

1^{er} supplément au mensuel N° 70

EDITORIAL

(suite)

La police politique peut parfaitement avoir tablé sur le désespoir de jeunes révoltés pour les pousser dans la voie du terrorisme. Il s'agira ensuite d'établir le lien avec l'opposition actuelle, pour faire tomber des têtes ou en tout cas justifier devant la population des mesures plus dures de répression et de contrainte, non seulement contre des opposants intellectuels mais aussi contre la population ouvrière.

RÉTROSPECTIVE 76

(suite)

JUIN

Martinique : Manifestation du GRS sur un navire chilien.

Guadeloupe : Elections cantonales cassées à Grand-Pourg, Capesterre de Marie-Galante, 2ème canton de Sainte-Anne.

- Fête de l'Étincelle : plusieurs milliers de travailleurs.

Liban : Intervention de la Syrie aux côtés des forces de droite contre la gauche et les Palestiniens.

Afrique du Sud : Des milliers de jeunes noirs manifestent contre le système raciste. Des dizaines de morts. Soweto, coeur de la révolte.

Guadeloupe : Grèves : Shell, Air-France, Bâtiment, Prisunic-Désmarais.

- Lamentin, CES-CET, lutte pour le paiement des bourses.

JUILLET

USA : L'impérialisme fête son bicentenaire.

Martinique-Guadeloupe : Paul Granet, secrétaire d'état à l'environnement, en visite : un touriste de plus.

Espagne : Nouveau gouvernement. Suarez remplace Navarro.

Guadeloupe : Soufrière. 8 juillet, projection de cendres. Tremblements. La population évacuée.

- Les ouvriers de la SOFROI en grève.

- Création d'un nouveau syndicat enseignant en rupture avec le SNI : le SIPAG.

Martinique : Festival culturel : une manifestation anticolonialiste.

Guadeloupe : Soufrière : Pas de matériel. Manque de surveillance. Les réfugiés des centres chassés par la préfecture. Ceux de Baie-Mahault refusent de regagner Matouba.

AOUT

Guadeloupe : Soufrière. 72.000 personnes évacuées. Brousse prévoit la catastrophe. Le monde entier en haleine.

Afrique du Sud : Violentes manifestations des Noirs contre l'apartheid.

France : Démission du gouvernement Chirac

SEPTEMBRE

Guadeloupe : Pas de catastrophe. Le point de vue de Tazieff est vérifié. Démagogie du gouvernement - Promesses - Incurie - Centres d'hébergement déplorables - Vie économique et sociale bouleversée - Des réfugiés s'organisent en comités.

Chine : Mort de Mao-Tsé-toung.

Afrique du Sud : Les manifestations se poursuivent (à suivre)

CAPESTERRE

Grève illimitée à la SCEFA contre les licenciements

Nous publions ci-dessous le texte d'un tract diffusé mardi 11 dans les plantations de M. Max Martin à Capesterre.

Depuis une semaine en effet des mouvements de grève contre des licenciements ont eu lieu dans les plantations de ce Monsieur. Au moment où nous écrivons nous apprenons que les travailleurs ont décidé de la grève illimitée jusqu'à la réintégration des licenciés.

"La colère grandit parmi les travailleurs de la SCEFA, établissement de M. Max Martin.

En effet, dans la première semaine de janvier, nous avons fait grève pour obliger Max Martin à nous payer nos salaires. C'est uniquement devant notre colère, lorsque nous sommes venus le trouver dans l'ancienne usine Marquisat que ce Monsieur s'est décidé à nous donner ce qu'il nous devait. Et il l'a fait avec plusieurs jours de retard.

Remarquons en passant que ce n'est pas la première fois que cet exploitateur agit de cette façon. A chaque quinzaine il faut se battre pour obtenir ce qu'on a gagné.

Lorsque nous avons touché avec retard cette paye, le mercredi 5 janvier à midi, nous avons décidé de ne pas travailler l'après-midi, pour manifester ainsi notre mécontentement et montrer ainsi à Martin qu'il ne devrait plus continuer ce petit jeu.

Alors que c'est nous qui sommes attaqués dans cette affaire, c'est Martin qui s'est trouvé le plus fâché. Et dès le jeudi il licenciait trois ouvriers

de la plantation Moulin-à-Eau.

Depuis il y a eu plusieurs arrêts de travail pour protester contre ces licenciements : à Moulin-à-Eau, Shangy et Grand-Rivière, jeudi et vendredi.

Lundi, Max Martin ayant convoqué deux des licenciés, leur a dit qu'il maintiendrait leur licenciement en expliquant cela par un tas d'histoires et de mensonges.

Travailleurs des plantations SCEFA, nous ne devons pas admettre ces licenciements. Car ce serait signer nous-mêmes des aggravations de nos conditions de travail sur les trois plantations.

Cela voudra dire que Martin peut nous jeter dehors à n'importe quel moment. Martin va profiter de notre démoralisation pour augmenter les tâches. Déjà il essaie de le faire, à Shangy.

Il faut faire reculer ce potentat qui se croit tout permis contre les ouvriers. Ou Martin devra se résoudre à reprendre les licenciés, ou bien il perdra beaucoup d'argent. Car nous sommes en pleine période de coupe.

Il y a moyen de le faire céder.

Mais pour remporter cette victoire, il faut s'organiser. Nous devons nous rassembler tous, ouvriers et ouvrières de Moulin-à-Eau, Shangy et Grand-Rivière.

Nous devons prendre ensemble une décision d'action commune jusqu'à satisfaction complète. C'est-à-dire jusqu'à ce que tous les trois ouvriers soient réintégrés. Il faudra aussi exiger que Martin paie pour les jours de grève qu'il nous oblige à faire. PAS D'HESITATION ! IL FAUT LUTTER JUSQU'À SATISFACTION COMPLETE!

Indemnisation pour les travailleurs de la Basse-Terre

7 millions de francs : tel est le montant de l'indemnisation débloquée par le gouvernement pour la profession bananière.

Selon les estimations des planteurs, cette somme correspond à un peu plus du tiers des pertes occasionnées par l'évacuation de la région bananière de St-Claude à Goyave durant le mois d'août. Le sieur Butel représentant des gros planteurs est passé lui-même dans les différents ministères, accompagné de Jean-Claude Aurousseau, préfet de région, pour défendre les intérêts des gros planteurs. Et d'ailleurs, bien qu'ils estiment n'avoir pas été complètement indemnisés, les gros planteurs espèrent bien recevoir encore du gouvernement quelques subsides supplémentaires, soit au titre de l'indemnité sécheresse, soit au titre des cyclones précédents.

Mais que représente ce que la presse appelle "la profession bananière" ? : quelques gros propriétaires capitalistes possédant des centaines d'hectares. Ce sont eux qui se répartiront la manne gouvernementale.

Mais le domaine bananier, c'est aussi les milliers de petits planteurs et les ouvriers agricoles qui,

durant deux mois, ont été privés totalement de leurs maigres salaires.

Ce sont ces milliers d'ouvriers agricoles et leurs familles que les décisions hâtives du gouvernement ont mis en danger. Et c'est à eux en priorité qu'il devrait réparation.

Mais ce n'est pas dans les ministères ou autres officines gouvernementales que les travailleurs obtiendront réparation. Il leur faudra compter sur leurs forces et arracher l'indemnisation que le gouvernement au service des capitalistes refuse de leur donner.

REUNION PUBLIQUE
COMBAT OUVRIER

Vendredi 14 janvier à 19H

Salie Rémy Nainsouta

THEME : - Où va le P.C.G. ?

- Les révolutionnaires et les élections municipales.

VENEZ NOMBREUX !